

La licence sportive

La licence sportive est un acte unilatéral de la fédération sportive qui permet la pratique sportive et la participation aux compétitions, et le cas échéant (selon les statuts de la fédération) la participation au fonctionnement de la fédération. Toute autre forme d'adhésion est considérée comme un autre "titres de participation".

Le nombre de licences sportives délivrées ainsi que le nombre de clubs affiliés est connu grâce à un recensement dénommé "recensement des licences et des clubs auprès des fédérations sportives agréées". Ce dernier est réalisé tous les ans depuis 1949 par la mission des Études, de l'Observation et des Statistiques (MEOS, au sein du ministère en charge des sports) auprès des fédérations françaises agréées. Ces données recensent les seules licences (un licencié pouvant en détenir plusieurs).

A quoi sert la licence sportive ?

Prendre une licence sportive signifie adhérer à un club sportif ou à une fédération sportive.



Se licencier n'est donc pas obligatoire pour pratiquer un sport, dès lors qu'on désire seulement le pratiquer ponctuellement ou de façon informelle, sans prendre part à la vie associative.

A l'inverse, un club sportif ou une fédération sportive peut exiger de toute personne souhaitant prendre part à l'une de ses manifestations ou activités qu'elle prenne une licence.



A noter : il n'y a pas de lien entre prise de licence sportive et respect des obligations d'assurance propres aux activités physiques et sportives.

Participation à la vie d'un club

En tant qu'acte d'adhésion à une vie associative, la possession d'une licence sportive ouvre des droits à participer à la gestion du club sportif et de la fédération qui y correspondent.

De ce fait, la licence sportive n'est pas réservée aux pratiquants.

Elle concerne aussi les dirigeants, arbitres, juges, médecins et délégués divers qui contribuent à la gestion et au bon déroulement de la vie associative ou des compétitions, qu'ils soient eux-mêmes pratiquants ou non.

Participation aux compétitions

Aucune compétition ne peut avoir lieu sans l'accord de la fédération responsable de la discipline concernée et sans suivre ses règles et ses recommandations.

En conséquence, si la fédération le souhaite, toute personne engagée dans une compétition devra être licenciée de la discipline.

Soutien de la discipline

Prendre une licence sportive peut représenter une simple contribution au développement du sport en général ou d'une discipline particulière, sans engagement personnel à pratiquer, encadrer ou animer.

Qui délivre les licences sportives ?

La licence est délivrée par la fédération qui organise la discipline sportive en France, sur présentation d'un certificat médical d'aptitude à la pratique sportive.

La licence sportive

Assurances pour le sport

Principe : En règle générale, rien n'oblige personne à prendre des garanties d'assurance pour la pratique d'activités physiques et sportives. Cependant, les conséquences financières des dommages causés ou subis à l'occasion d'une pratique sportive peuvent être si lourdes que les individus concernés ne peuvent pas les assumer. C'est pourquoi les organisateurs d'activités physiques et sportives ont l'obligation de souscrire des contrats collectifs d'assurance couvrant la **responsabilité civile** de tous les participants.



Code du sport : Article L321-1 : Les associations, les sociétés et les fédérations sportives souscrivent pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport. Les licenciés et les pratiquants sont considérés comme des tiers entre eux. Ces garanties couvrent également les arbitres et juges, dans l'exercice de leurs activités.

Code du sport : Article L321-2 : Le fait, pour le responsable d'une association sportive, de ne pas souscrire les garanties d'assurance dans les conditions prévues à l'article L. 321-1 est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 7 500 euros.

Code du sport : Article L321-5 : Les fédérations sportives agréées peuvent conclure des contrats collectifs d'assurance visant à garantir les associations affiliées et leurs licenciés dans les conditions prévues aux articles L. 321-1, L. 321-4, L. 321-6 et L. 331-10. Ces contrats ne peuvent être conclus qu'après appel à la concurrence.

Code du sport : Article L321-6 : Lorsque la fédération agréée à laquelle est affiliée l'association sportive propose aux membres de celle-ci, qui sollicitent la délivrance d'une licence, d'adhérer simultanément au contrat collectif d'assurance de personnes qu'elle a souscrit, elle est tenue :

- 1° De formuler cette proposition dans un document, distinct ou non de la demande de licence, qui mentionne le prix de l'adhésion, précise qu'elle n'est pas obligatoire et indique que l'adhérent au contrat collectif peut en outre souscrire des garanties individuelles complémentaires ;
- 2° De joindre à ce document une notice établie par l'assureur conformément au deuxième alinéa de l'article L. 141-4 du code des assurances.

Les associations sportives doivent en outre indiquer aux pratiquants l'intérêt que présente pour eux la prise de garanties d'assurance personnelles couvrant les dommages causés à soi-même par soi-même (accidents, blessures).

Code du sport : Article L321-4 : Les associations et les fédérations sportives sont tenues d'informer leurs adhérents de l'intérêt que présente la souscription d'un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels auxquels leur pratique sportive peut les exposer.

Mais lorsque l'organisateur d'une activité sportive propose à un pratiquant d'adhérer à un contrat collectif d'assurance de personnes, il est tenu de lui préciser que l'adhésion est facultative.

Exception

Dans un cas particulier, la souscription personnelle de garanties d'assurance est obligatoire et doit être prouvée, sur demande, aux autorités publiques :

- la pratique lors d'une sortie scolaire facultative, pour laquelle une **assurance scolaire** doit couvrir les dommages causés à autrui et à soi-même.

(B.O HS N°7 du 23 septembre 1999 : Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques)

La licence sportive

Dommages causés à autrui par un pratiquant

En cas de pratique avec une association sportive

Lorsque l'activité sportive est organisée dans un cadre associatif, la responsabilité civile des pratiquants est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement souscrites par l'association.

Ces garanties d'assurance valent pour tous les pratiquants, réguliers et occasionnels, licenciés et non licenciés.

Un exemplaire du contrat d'assurance doit être remis sur demande.

En cas de pratique dans un établissement d'activités physiques et sportives (EAPS)

Lorsque l'activité a lieu dans une piscine, une patinoire, ou dans tout autre établissement d'activités physiques et sportives, la responsabilité civile des pratiquants est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement souscrites par l'exploitant de l'établissement, qu'il soit public ou privé.

Le contrat d'assurance doit être affiché dans l'enceinte de l'établissement sur un panneau en libre accès.

Le terme "établissement" s'entend au sens large et ne se limite pas aux structures disposant d'équipements fixes et de locaux permanents.

Doivent ainsi être considérés comme établissements d'activités physiques et sportives toutes les structures qui organisent, de façon saisonnière ou non, des pratiques de ski, d'équitation, de ski nautique, de canoë-kayak, de raft, de nage en eau vive, de plongée, de voile, de parachutisme, de vol libre, de randonnée, de vélo tout terrain (VTT), d'escalade, de parcours acrobatiques en hauteur, de spéléologie, de tir à l'arc, de tir avec armes à air comprimé, de sports motorisés (dont ceux faisant appel aux mini-motos, quads, karts, motomarines et motoneiges).



Article L321-7 : Sans préjudice des autres dispositions du présent chapitre, l'exploitation d'un établissement mentionné à l'article L. 322-2 est subordonnée à la souscription par l'exploitant d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile, celle des enseignants mentionnés à l'article L. 212-1 et de tout préposé de l'exploitant, ainsi que des personnes habituellement ou occasionnellement admises dans l'établissement pour y exercer les activités qui y sont enseignées.

En cas de pratique avec une structure d'animation

Lorsque la pratique sportive prend place dans le cadre d'une structure d'animation (centre de loisirs, centre de vacances, camps, etc.), la responsabilité civile des pratiquants est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement souscrites par l'organisateur de l'accueil, qu'il soit public ou privé.

La licence sportive

Dommages causés à autrui par un pratiquant

En cas de pratique avec l'école

- **Durant les heures de classe :**

L'État couvre les dommages.

- **En dehors des heures de classe :**

Lorsque l'activité est organisée par l'association sportive scolaire, la responsabilité civile des élèves est couverte par les garanties d'assurance prises obligatoirement par l'association.

Lorsque l'activité a lieu dans le cadre d'une sortie scolaire facultative, organisée par l'école et encadrée par un ou plusieurs enseignants, la responsabilité civile des élèves est couverte par les garanties d'assurance obligatoirement et individuellement souscrites par les titulaires de l'autorité parentale.

En cas de pratique informelle

La responsabilité civile des pratiquants n'est couverte que s'ils ont souscrit individuellement une assurance.

Cette assurance est facultative. Cette assurance peut être incluse dans un contrat contenant d'autres garanties (liées aux loisirs en général, à la responsabilité civile familiale, à l'habitation, etc.)

Dommages causés à soi-même par soi-même

Prendre des garanties d'assurance permettant de faire face aux conséquences financières d'une blessure ou d'un accident (dépenses et perte de revenus consécutive à un arrêt de travail) est vivement recommandé.

Cela est particulièrement indiqué pour les sports réputés dangereux et pour les activités en mer ou en montagne susceptibles de nécessiter des secours (payants).

Cela n'est cependant jamais obligatoire, sauf en cas de pratique dans le cadre d'une sortie scolaire facultative.

